

Volume 58

DU QUARTIER LATIN, 8 DECEMBRE 1975, NO. 14.



La Riposte des Travailleurs..... P. 4 et 5.

L'UQAM En Marche.... arrière!..... P. 3.

Ce qui se passe au liban..... P. 8.

“Côte-des-Neiges contre une brasserie”

Précisons d'abord que le Village est délimité par le quadrilatère formé des rues Decelles, Queen Mary, Côte-des-Neiges et Lacombe. Il est constitué majoritairement de familles francophones à revenus modestes, attachés à ce quartier depuis plusieurs générations.

Jusqu'en 1966, une vie intense animait ce quartier. Suite à une décision controversée de l'administration municipale, une opération de “rénovation” causa la destruction de 192 logements familiaux — on y implanta le parc Jean-Brillant. Un parc qui aurait dû répondre,

en principe, aux besoins de ces familles ne servit qu'à les déloger, conformément aux vœux de l'administration pour qui la “rénovation” du quartier devait être confiée à l'entreprise privée. Elle favorisa donc les spéculateurs en dotant les rues bordant le parc d'un zonage du type commercial et résidentiel six [6] étages.

Une des conséquences directes de la destruction de ces logements familiaux fut de mettre en péril la seule école francophone publique du quartier. Les citoyens réagissent et forment un comité de défense avant comme but de sauver

l'école par tous les moyens, par exemple diversifier les services et attirer de nouveaux étudiants.

Plus récemment, face à la menace de destruction de 22 logements familiaux de la rue Lacombe, en vue de les remplacer par des conciergeries, un groupe de citoyens après avoir épuisé le recours traditionnel devant la Régie des loyers, s'est constitué en coopérative d'habitation réussissant ainsi à acquérir et rénover leurs logements.

Maintenant une nouvelle menace pèse sur la faible réserve de logements familiaux dans le village. Le 31 mars 1975, un spéculateur fait une demande à la Régie des loyers de reprise de possession de 3 grands logements familiaux à prix modiques situés au coin des rues Decelles et Jean-Brillant en vue d'y aménager une Brasserie. Des locataires furent évincés.

Face à l'échec d'une contestation entreprise auprès de la Régie des loyers, une action en vue de changer le zonage est menée par le conseiller du RCM, Yves Normandin. La demande ayant été acceptée par les autorités municipales [le Comité exécutif] elle fut donc

présentée au Conseil municipal le 11 août et adoptée en deuxième lecture le 17 septembre 1975. Ce règlement avait pour effet de faire passer le zonage de commercial et résidentiel d'un maximum de 6 étages à résidentiel d'un maximum de 4 étages.

Cependant entre les 2 lectures du règlement de zonage, soit le 25 août 1975, le service des Permis et Inspections émettait un permis autorisant le propriétaire à transformer des logements familiaux en brasserie. Fait à signaler, l'administration municipale avait, dans sa charte, le pouvoir de geler toute émission de permis durant l'étude par le Conseil du changement de zonage.

En vue de signaler leur mécontentement face à une administration de “broche à foin”, 300 résidents directement touchés par l'ouverture éventuelle de cette brasserie ont signé une pétition demandant le retrait de ce permis. Cette pétition fut présentée à l'administration municipale le 19 novembre 1975 et depuis, pas de réponse.

Entre temps une demande de permis de brasserie est adressée par le propriétaire de l'immeuble en question à la Comis-

sion de Contrôle des permis d'Alcool du Québec.

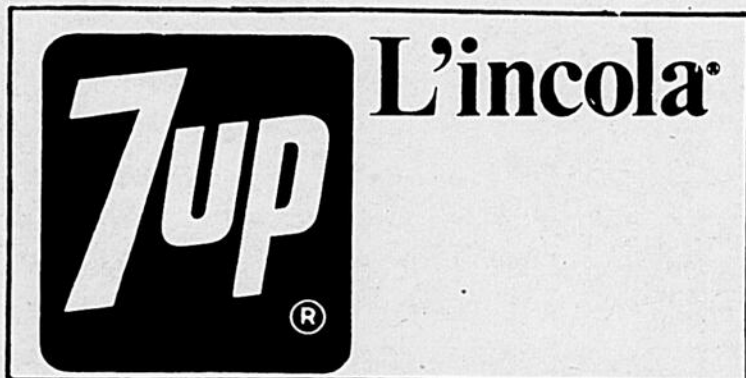
Dans le but de contester cette demande, des citoyens du quartier produisent une opposition écrite à ladite Commission dans la semaine du 2 décembre 1975.

L'Université joue un rôle prédominant dans l'attraction de spéculateurs qui ont pour seul intérêt d'exploiter la masse étudiante. Les logements familiaux sont transformés en chambres, en immeubles à bureaux pour l'Université, en brasseries ou tout simplement démolis en vue de l'établissement de conciergeries. Tout ceci servant à multiplier les profits des spéculateurs.

Depuis près d'un an les citoyens de ce quartier se battent seuls pour conserver le peu de logements familiaux qui leur restent et pour protéger une vie de quartier.

Dans cette lutte entreprise devant la Commission de contrôle des Permis d'Alcool du Québec, pour obtenir le rejet de cette demande de permis de brasserie, l'appui accordé par les étudiants aux résidents du quartier pourrait être déterminant.

Un groupe de résidents du quartier!



SOUTHERN COMFORT



Richard Doyle
Biologie

on est 6 millions
de presque parents,

faut se parler.



BRASSÉE AU QUÉBEC PAR LA BRASSERIE **Labatt** LIMITÉE—Y'A RIEN QUI LABATT.

L'UQUAM en marche arrière!

Le 11 novembre 1975, l'Association Générale des Etudiants de l'UQAM [AGEUQAM inc. [sic.]] est née, après une longue journée de débats!! Pour bien comprendre la vraie nature de l'AGEUQAM, il est essentiel d'analyser les différents débats, sur le type d'organisation à l'UQAM, qui se sont déroulés depuis le début de la session. En tant que militants de Science Politique, nous développons notre analyse à la lumière des luttes qui ont été menées au module. Les débats menés à l'échelle de l'université se sont cristallisés à l'intérieur des luttes en science politique.

HISTORIQUE:

Dès le début de la session, une lutte sur les modes d'évaluation s'est menée en science politique. La lutte s'est engagée dans un véritable cul-de-sac, car elle ne reposait pas sur une analyse concrète des conditions objectives du milieu. Du même coup, la lutte s'est développée dans une perspective purement spontaniste. Un certain clivage s'est effectué au sein même des étudiants du module. L'intervention des militants, à l'intérieur de chaque groupe-cours dénota une certaine tendance syndicaliste. La lutte n'offrait pas de perspectives claires aux étudiants. De là l'incapacité de faire déborder la simple lutte des modes d'évaluation en une véritable remise en question de la pédagogie et du programme au module.

Devant ce cul-de-sac, les militants au module ont vu la nécessité de la tenue d'une journée d'étude, pour faire le point sur nos tâches et pour consolider notre organisation modulaire. Les militants y ont dénoncé les organisations étudiantes syndicalistes, corporatistes, et bureaucratiques s'appuyant sur la défense de prétendus INTERETS COMMUNS des étudiants [ie. ANEQ]

ASSEMBLEE GENERALE DE L'UQAM [22 oct.]

Durant l'été, un comité formé de trois [3] personnes, mandatées à l'Assemblée Générale d'avril '75, [Comité de Réforme des Structures de l'Organisation Etudiante] [CRSOE] ont élaboré une structure du type corporatiste. L'assemblée inter-

modulaire du 8 octobre a mis sur pied quatre [4] comités pour préparer l'Assemblée Générale du 22 octobre. Dès le 8 octobre, la tendance anti-démocratique du CRSOE s'est affirmée. Le CRSOE était un comité-fermé, aucun militant n'a pu y participer.

À l'Assemblée Générale du 22 octobre, les étudiants présents se joignirent au Comité de Lutte des Usagers de la CTCUM, et prirent un vote de blâme contre la position de l'ANEQ qui s'était désolidarisée du Comité de Lutte des Usagers. Par la suite, un vote de débrayage, en appui à la lutte en Socio UdeM, conditionnel à l'annulation de la session fut pris. L'Assemblée Générale a élu le CRSOE comme Exécutif-Provisoire jusqu'à la formation de l'AGEUQAM, avec mandat [entre autres] d'organiser le dit débrayage.

La structure de l'organisation étudiante proposée par le CRSOE fut remise en question et les étudiants présents mettaient l'accent sur une organisation de lutte et sur la nécessité d'un large débat à la base, au niveau des modules. C'est pourquoi le débat sur l'organisation étudiante fut reporté à une assemblée fixée le 5 novembre. Le CRSOE avait mandat de convoquer des assemblées modulaires pour préparer l'assemblée du 5 novembre.

Après un brillant [sic.] exposé d'un membre du PCC[ml], certains militants ont dénoncé la ligne opportuniste du PCC[ml] à l'intérieur de l'ANEQ, ce qui fut chaleureusement reçu par cinq [5] minutes d'applaudissement dans la salle. Une proposition exigeant que tous les textes des prochains congrès de l'ANEQ soient remis aux délégués, au moins trois [3] semaines avant la tenue du Congrès et que ces textes soient largement diffusés dans l'ensemble du milieu étudiant, a été votée.

À l'Assemblée Générale du 5 novembre, des militants de socio UdeM ont fait un exposé sur leur lutte. Par la suite, l'Assemblée Générale vota un débrayage de trois [3] jours ouvrables [6-7-10] nov. contre la répression à l'UdeM. Une Assemblée spéciale fut votée pour le 10 nov., et ce, pour faire le bilan du débrayage. L'Assemblée, après un débat sur les

structures de l'organisation, décida de reporter les questions des structures lors d'une Assemblée d'une journée, le 11 nov. Débrayage d'appui à Socio UdeM [6-7-10 nov.]

Le jeudi 6 novembre, des militants de différents modules se réunirent pour organiser minimalement le débrayage. Le CRSOE [exécutif-provisoire], mandaté pour organiser le débrayage à l'AG du 22 oct., n'ont pas participé à l'organisation du débrayage d'appui. Les militants mirent sur pied un Comité de Lutte pour coordonner le débrayage, le 6 et 7 novembre, qui fut une réussite. À l'assemblée des militants du Vendredi soir [7 nov.], les gens du CRSOE voulaient mettre fin au débrayage et annuler l'Assemblée Générale du 10 nov., prétextant que la mise sur pied de l'AGEUQAM était

siieurs modules se battaient avec les gens du module sc. politique pour contrer le centralisme de pouvoir et pour mettre de l'avant une organisation de lutte. Le retrait des amendements amena une démobilisation et un isolement de ces modules. Du même coup, le CRSOE avait la porte ouverte pour passer son organisation corporatiste et bureaucratique. La majorité des gens du CRSOE se retrouvent au sein de l'exécutif de l'AGEUQAM. Lors de l'Assemblée Générale du 11 novembre, plusieurs amendements furent jugés irrecevables, et ce, pour accélérer les procédures!!! Plusieurs amendements dénonçant le centralisme de pouvoir étaient de ce nombre.

À la plénière intermodulaire du 24 novembre, l'ordre du jour d'un Congrès



prioritaire. Les militants ont rejeté la proposition du CRSOE et ces derniers, minoritaires, ont accepté de se plier à la position de la majorité. Le lundi 10 novembre, le CRSOE diffusa un tract dénonçant le débrayage; ce qui eu comme conséquence de briser les lignes de piquetage. Le CRSOE étant identifié comme Exécutif-Provisoire, le tract apparut comme un mot d'ordre de retour aux cours.

Dans la soirée du 10 novembre, l'Assemblée Générale s'est tenue pour faire le bilan du débrayage. Le module sc. politique, suite à une assemblée modulaire tenue dans l'après-midi, annonça à l'Assemblée le retrait des amendements sur le projet d'organisation devant être traité à l'AG du lendemain. Ce geste reposa sur une mauvaise analyse de la situation concrète fut une erreur tactique. Plus

d'Orientation pour l'AGEUQAM [Congrès voté en AG du 22 oct.] fut débattu. Lors de la réunion, les gens de l'exécutif de l'AGEUQAM ont proposé un projet de thèmes de discussion pour le Congrès qui devait être soumis en Assemblée Modulaire et accepté à la prochaine plénière. Ces thèmes [ex. ANEQ, politique d'information, revendications] n'amènent pas un véritable débat pour clarifier une ligne politique pour l'AGEUQAM. Ce Congrès, tel que voté en AG, devait se tenir pour clarifier une ligne politique à l'AGEUQAM.

BILAN:

Depuis le début de la session, les luttes menées en sc. politique et au sein de l'UQAM en général ont été dans l'incapacité de poser le problème du rôle de l'École et de l'éducation dans le système capitaliste, à savoir que l'École n'est pas neutre et,

que dans une société de classe, le système scolaire contribue à la reproduction des rapports sociaux de production. Il s'agit, pour nous militants en milieu étudiant, de définir une ligne politique juste. Il est essentiel de rejeter les positions corporatistes et syndicalistes étudiants [pouvoir étudiant], car une véritable révolution dans l'enseignement n'est possible qu'avec une révolution socialiste dirigée par la classe ouvrière et son parti [un véritable Parti Proletarien].

À l'UQAM, le débrayage de trois [3] jours en appui à la lutte en Sociologie à l'UDEM, a consolidé l'unité des militants progressistes. C'est à l'intérieur d'une lutte que l'on peut démasquer l'opportunisme. Les militants de Socio UdeM ont réussi à faire déborder une lutte pédagogique en une lutte politique, en clarifiant le rôle de l'École dans le système capitaliste. Les militants doivent analyser en profondeur la lutte des étudiants de Socio UdeM.

Après des luttes sur des problèmes immédiats, sans perspectives claires et globales, les étudiants de sc. politique ont voté, en Assemblée Modulaire, des journées d'études qui doivent se tenir à la rentrée en janvier. Ces journées d'études visent à poser le problème du rôle et de la nature de l'École, ses liens avec le système capitaliste, le rôle de l'État. Du même coup, ces journées traiteront de la composition sociale du milieu étudiant, l'historique du mouvement étudiant et des organisations étudiantes à l'heure actuelle. Ces journées déboucheront sur des perspectives de lutte au module.

Il s'agit pour tous les militants en milieu étudiant de dénoncer les forces réactionnaires de l'ANEQ qui amènent le mouvement étudiant dans un véritable cul-de-sac; tout comme l'UGEQ en '68. Cette ANEQ reposant sur la Défense de prétendus intérêts communs des étudiants, fait abstraction de l'existence et de la lutte des classes dans la société capitaliste. A BAS LES NOUVEAUX TSARS!!!

Des militant(e)s de
sc. pol. à l'UQAM.

CONTRE LA LOI TRUDEAU LA RIPOSTE DU MOUVEMENT OUVRIER

Tout ne va pas aussi bien qu'aurait pu l'imaginer M. Trudeau! Eh, non! Alors que le gouvernement fédéral comptait sur la bonne volonté de tous pour appliquer les mesures anti-inflationnistes, beaucoup font la sourde oreille. Les députés Progressistes-Conservateurs s'opposent en Chambre au projet de loi, même si les mesures de contrôle ont déjà été leur cheval de bataille. Les provinces néo-démocrates de l'Ouest ainsi que l'Ontario, commencent elles aussi à douter de la réussite du programme. Mais, bien avant que ces membres de la bourgeoisie canadienne, devant la perspective de faire avaler cette loi à leurs "électeurs", ne se posent des questions, le mouvement ouvrier, lui, a bien vu le vrai visage des mesures Trudeau. Et, c'est contre cette attaque de la bourgeoisie qu'il se dresse.



Les syndicats en tant qu'organisations larges des travailleurs ont une riche tradition de lutte et d'organisation. Et ils ont joué un rôle positif dans la défense des intérêts et des droits de la classe ouvrière. Pensons à la lutte de Firestone, United Aircraft, Thetford, etc. Cependant les leaders des Centrales syndicales, par les attitudes qu'ils adoptent et les activités qu'ils déploient ont souvent abandonné les positions de la classe ouvrière.

Face au projet de loi C-73, le Conseil Central des Syndicats Nationaux de Montréal s'est réuni en Congrès Spécial le 15 et 16 novembre. De cette rencontre est ressorti: 1—que la CSN condamne le projet de loi Trudeau qui est fondamentalement anti-ouvrier et anti-syndical et mette tout en oeuvre pour empêcher son adoption. 2—que l'Exécutif organise avec les autres Centrales la coordination des moyens de pression.

Alors que la CSN reconnaît que les conséquences des mesures de contrôle des salaires pour les travailleurs du Québec et du Canada sont "d'une gravité extrême", elle hésite à prendre de véritables moyens qui permettraient aux travailleurs de faire retirer le Bill C-73. Elle fait preuve de très peu d'initiative et est très lente à organiser la contre-offensive. Elle met de l'avant la grève générale, mais de 24 heures. Elle organise une manifestation mais ne déploie pas toutes ses énergies pour mobiliser. La FTQ, de son côté, déclare que les mesures Trudeau "constituent l'offensive la plus dangereuse jamais vue contre les travailleurs", mais démontre peu d'enthousiasme pour lancer l'attaque contre l'ennemi. Toutes deux ont attendu que la période de maraudage soit terminée avant de se rencontrer pour coordonner les moyens de pression qu'elles utiliseront. Les Metallos, le plus gros syndicat de la FTQ, se sont prononcés contre l'idée d'une grève générale, estimant que la grève légale l'emporte largement sur les grèves illégales comme outil d'une véritable lutte syndicale. Quant à la C.T.C., elle concentre tous ses efforts sur les moyens légaux et rejette tout autre moyen.

3—qu'elle assure tous ses syndicats affiliés de son appui entier dans leur lutte contre la loi. Pour informer ses membres et le public, la CSN projette un budget de \$25,000. Pour combattre les mesures Trudeau la F.T.Q. propose: 1—de coordonner ses efforts avec la C.T.C. et les autres Centrales syndicales québécoises et tout autre groupe de travailleurs prêt à se battre contre ces mesures. 2—d'organiser des rencontres dans toutes les régions du Québec.



Avec les mesures anti-inflationnistes, la bourgeoisie canadienne, par le biais de son Etat, attaque la classe ouvrière. Pas seulement le prolétariat des usines de plus de 500 employés, ni les ouvriers de la construction d'entreprises de plus de 20 personnes. Non, la loi Trudeau attaque tous les travailleurs, les syndiqués comme les non-syndiqués, les immigrants et les femmes qui sont les meilleurs cheap-labor des capitalistes, et aussi les masses populaires. Geler les salaires, c'est-à-dire geler le pouvoir d'achat des travailleurs tout en laissant les prix des biens essentiels: la nourriture, le logement, le chauffage, l'habillement, grimper, ce n'est pas combattre l'inflation mais bien une tactique pour rejeter la crise actuelle du capitalisme sur le dos des masses laborieuses. Et déjà les mesures de contrôle s'abatent: dans les grandes usines où, à l'approche des négociations, les patrons se retranchent derrière la loi Trudeau, pour les enseignants de Toronto qui ont vu leur futur contrat de travail remis en question par la Commission anti-inflation, autant que pour les employés des magasins d'alimentation en grève tandis que, grâce à une publicité malhonnête, les profits grimpent chez Dominion et Steinberg.

Mais les travailleurs ne se laissent pas faire et partout dans le Canada la résistance s'organise. A Montréal, le 26 novembre dernier, 40,000 manifestants ont montré à la bourgeoisie leur détermination à lutter. Car, contre une attaque comme la loi Trudeau, ce n'est pas isolément que les travailleurs doivent se défendre, ce n'est pas non plus usine par usine, entreprise par entreprise. Pour que la riposte s'abatte au bon endroit, il faut que ce soit la riposte de toute la classe ouvrière, unifiée: unité des travailleurs francophones du Québec et d'ailleurs avec les travailleurs anglophones de l'ensemble du Canada, unité avec les travailleurs immigrants et les femmes travailleuses. Tous ceux que la loi frappe, comme les masses populaires, assistés sociaux, chômeurs, doivent se rallier à la lutte au côté des travailleurs. Pour combattre l'imposition du gel des salaires, la classe ouvrière et les travailleurs ont entre leurs mains une arme puissante: la grève. Et, c'est une arme dont on peut décupler la force si, de simple grève d'une usine isolée ou d'une entreprise, elle devient grève d'un secteur de production, d'une province, du pays, si elle devient grève générale. En arrêtant tout travail, toute production, les travailleurs du Canada montreront leur force, leur résistance à une loi essentiellement répressive. Mais, nous diront les Trudeau, Pépín et Bourassa, "tout ceci est illégal; la loi le dit bien, pas de grèves!" Ce à quoi nous pourrions répondre qu'à une loi passée parla "légalité" et la "justice" de la bourgeoisie, qu'à une loi qui sert essentiellement les capitalistes à la recherche de plus de profits en ces temps de crise, les travailleurs répondent avec tous les moyens qu'ils possèdent, que ceux-ci soient "légaux" ou illégaux.

La lutte sera longue et la grève générale ne doit pas être improvisée. Pour être de la grève résiste dans sa préparation, pour que chacun y participe et que le mouvement soit unifié. Et, le travail commence dès maintenant: dénoncer la loi Trudeau à chaque occasion favorable, organiser des assemblées pour expliquer la nature répressive des mesures, mobiliser travailleurs, étudiants et masses populaires pour la résistance. Si l'une des armes principales, c'est la grève, occupons nous dès aujourd'hui à l'aiguiser. S'il s'agit

d'attendre après les chefs syndicaux, peut-être attendrons nous longtemps. Car, pour passer des beaux discours à l'action efficace, ces messieurs traînent la patte! Mais en organisant la résistance contre les mesures de gel des salaires, il faut prendre conscience qu'à chaque période de crise comme aujourd'hui, la bourgeoisie essaiera à nouveau de saigner à blanc les travailleurs. Car, partout dans le monde capitaliste, on subit crise économique après crise économique, taux d'inflation galopant et taux de chômage grimpaient à folle vitesse. Aggravée par la rivalité des deux super-puissances, les Etats Unis et l'Union Soviétique, qui luttent pour le partage du monde, la crise se développe dans les pays capitalistes.

Avec plus de 8% de la population active en chômage, un taux d'inflation de 30% en trois ans, le Canada est loin d'être épargné; tandis que la classe ouvrière et les travailleurs revendiquent de plus en plus des meilleures conditions de vie et de travail [le Canada est le second pays après l'Italie à totaliser le plus de journées de grève en 1974], la bourgeoisie canadienne se sent jour après jour mise au pied du mur. Voyant ses profits décliner [une baisse de 6 à 17% est prévue par rapport à 1974], elle tente, par la loi Trudeau, de préserver au maximum sa marge de bénéfices en faisant payer sa crise aux travailleurs du Canada. Mais, pour ceux-ci, en avoir fini une fois pour toute avec les crises sempiternelles, les lois répressives qui leur tombent dessus, le chômage et l'inflation qu'ils subissent, signifie se débarrasser de la source de tous ces maux et se battre contre leur ennemi principal: la bourgeoisie canadienne.

CAROLE FIORE
LC[ML]C



AFRIQUE DU SUD

Quand des étudiants en Intervention Sociale Collective s'intéressent aux peuples africains qui luttent pour leur libération, on peut penser qu'ils sont loin des réalités québécoises...

Quand ils parlent de l'exploitation en République d'Afrique du Sud, on peut penser qu'ils s'évadent sur les îles "Mouk-Mouk" tandis que le monde d'ici s'enlise dans des rapports de force inégaux: les uns "possédants", les autres "non possédants".

Sommes-nous si loin de la situation d'exploitation en République d'Afrique du Sud? N'y a-t-il pas des liens qui nous associent à l'exploitation des travailleurs de là-bas?

POURQUOI LE CHOIX DE LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD COMME OBJET DE NOTRE RECHERCHE?

Ce choix est en fonction, d'une part, de toutes les luttes qui se mènent au sein de l'Afrique Australe. Le Mozambique n'est plus sous la domination portugaise; en Rhodésie (Zimbabwe) le régime raciste est menacé. La République populaire d'Angola vient d'accéder à son indépendance le 11 novembre dernier. La République d'Afrique du Sud tente d'ailleurs, par sa colonne de mercenaires, d'empêcher l'Angola d'accéder à une indépendance réelle.

La République d'Afrique du Sud n'échappe pas à tout ce mouvement qui tend à libérer les pays des dominations intérieures ou extérieures. D'autre part, le choix de la République d'Afrique du Sud est justifié par les liens économiques que le Canada entretient avec ce pays. Enfin, la République sud-africaine est le pilier qui maintient en place le système de domination en Rhodésie et en Namibie. Toutefois la République d'Afrique du Sud présente des caractéristiques bien particulières. C'est un pays riche, développé économiquement et dominé politiquement par une bourgeoisie minoritaire blanche qui se maintient grâce à l'exploitation des travailleurs noirs, et à l'appui fourni par les grandes puissances impérialistes.

En juin '73, le South African Congress of Trade Unions (SACTU), à la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail [un organisme de l'ONU] lançait un appel à la solidarité interna-

tionale afin d'appuyer la lutte du peuple sud-africain qui est structurée dans le mouvement "African National Congress" [ANC]. C'est en vue de répondre à cet appel que des mouvements ou organisations au niveau international, se sont mobilisés afin de soutenir la cause des travailleurs noirs sud-africains. En plus de l'appui aux luttes des travailleurs, l'appel à la solidarité vise à isoler le gouvernement fasciste qui règne en République d'Afrique du Sud. C'est dans le cadre de tout ce mouvement que s'insère l'action menée au Québec et notre Opération d'information au sein de l'Université de Montréal.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS NOIRS EN REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

Si nous opposons dans ce texte: noirs et blancs, c'est simplement pour exposer la réalité "Apartheid" qui soutient la théorie et l'application du "Développement séparé", c'est-à-dire: un développement parallèle pour les blancs et pour les noirs. C'est le seul pays au monde, avec la Rhodésie, où la discrimination a force de loi. La question n'est donc pas raciale mais politique.

Le régime politique en République d'Afrique du Sud, en confinant la population dans des villages surpeuplés, appelés "Bantoustans", se constitue une réserve de main d'oeuvre à bon marché. Ces travailleurs sont utilisés pour répondre aux besoins des corporations tant locales que multinationales. L'Organisation Internationale du Travail des Nations-Unies a décrit cette politique comme un système de "travaux forcés".

Des lois bien séparées régissent blancs et noirs, et garantissent ainsi la force du régime en place.

—il existe deux codes du travail...

—des politiques anti-syndicales sont établies: en 1950, la loi sur la "répression du communisme" est votée. Le ministre de la Justice a le pouvoir d'obliger quelqu'un à démissionner de son syndicat en le déclarant "communiste"...

—L'Africain n'a pas droit de grève; il doit accepter le règlement de ses litiges professionnels par un organisme gouvernemental. Seul le syndicat des blancs est reconnu...

—Le rapport des salaires

entre travailleurs blancs et travailleurs noirs est de 20 contre 1; le revenu mensuel moyen par habitant: blanc \$195.00 - noir \$9.00...

LE PEUPLE S'ORGANISE... L'ETAT EST MENACE...

Depuis la naissance, en 1912, du mouvement de libération du peuple sud-africain: "African National Congress" [ANC], des confrontations entre les travailleurs et l'Etat font avancer le peuple et riposter le gouvernement. Jusqu'en 1948, la lutte du peuple est encore non organisée, par la suite l'ANC passe à une programme d'action de masse tandis que l'Etat instaure la répression policière. Et enfin, dans la période qui couvre de 1960 à aujourd'hui, l'Etat renforce ses mesures répressives et déclare l'ANC illégal. Le mouvement passe à la clandestinité, intensifie sa lutte; alors, les organisations du peuple se consolident, les grèves se multiplient... C'est aussi l'organisation de la lutte armée.

LE ROLE DES MULTINATIONALES ET DES BANQUES CANADIENNES

Les multinationales jouent un rôle important dans l'exploitation des travailleurs noirs en République d'Afrique du Sud. Comme les investissements dans ce pays sont ceux qui rapportent le plus au monde [8% de plus qu'ailleurs] à cause:

—des richesses naturelles en abondance,

—de la main-d'oeuvre à bon marché,

—de l'Etat qui maintient cette main-d'oeuvre "docile" par une répression constante,

—de l'Etat qui fournit tous les services [routes, électricité...]

les magnats financiers visent à préserver la stabilité économique et politique du pouvoir en place qui garantit leurs profits.

Dans le même sens que les multinationales, les prêts bancaires à la République d'Afrique du Sud sont un appui indispensable au système de répression et à la politique d'apartheid. En effet, par le biais de ces prêts, le gouvernement comble d'énormes déficits commerciaux et les corporations nationales renforcent l'infrastructure indispensable à leurs opérations.

En '70, un consortium des plus grandes banques des U.S.A., du Canada et du Royaume-Uni, a prêté au gouvernement sud-africain un total de \$210 millions. En '72, \$50 millions y sont ajoutés. C'est alors que trois de "nos" banques se sont impliquées:

—Banques Canadienne Impériale de Commerce, \$3 millions;

—Banques Toronto Dominion, \$3 millions;

—Banque de Montréal, \$2 millions.

En 1970, ce même consortium a prêté \$20 millions à la South African Iron Steel Corporation [ISCOR], société entièrement contrôlée par l'Etat. Chacune des banques canadiennes mentionnées plus haut a accordé \$3 millions.

De plus, en '71, la Banque de Montréal a prêté \$2.5 millions à une filiale d'ISCOR pour son expansion.

Les implications politiques étant très grandes, toutes ces transactions ont été faites en secret pour éviter les pressions des groupes qui s'opposent à tout appui au gouvernement sud-africain. Cette interrelation entre les banques et

l'industrie est très significative et laisse entrevoir une classe de possédants qui contrôlent en grande partie l'activité économique mondiale. [Nous retrouvons souvent les mêmes personnes à la tête de plusieurs entreprises et banques]

POURQUOI UNE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS DE LA REP. D'AFRIQUE DU SUD?

Parce que: les travailleurs de la Rép. sud-africaine, comme ceux d'ici, sont exploités par les mêmes multinationales: Général Electric, FORD, GM, ALCAN, ROTHMANS, FIRESTONE, ITT....

Parce que: la Rép. d'Afrique du Sud, comme le Canada et le Québec, se caractérise par l'abondance des ressources naturelles...

Parce que: il y a des liens économiques importants entre notre pays et la République d'Afrique du Sud. Des banques canadiennes prêtent à la Rép. d'Afrique du Sud, des produits sud-africains sont vendus chez-nous...

Parce que: la lutte de ce peuple est une lutte contre le colonialisme et l'impérialisme...

La République d'Afrique du Sud est peut-être loin, mais l'exploitation est aussi chez nous. C'est pourquoi nous devons être solidaires.

CLAUDETTE GOSSETTE
GAETANE BOUCHER

Pour travail de contre information sur la République d'Afrique du Sud, cherchons traducteurs de l'anglais au français.

Secteur Afrique Australe
735-4561

Volume 58

Veillez noter que le présent numero du VOLUME 58 est le dernier à paraître cette année. Le journal suspend donc ses activités pour la période des Fêtes et vous reviendra le 12 janvier 1976. Ceci dit, amusez-bien... et swing la baquaisse dans l'fond d'la boîte à bols!

Dépôt légal
BIBLIOTHEQUE NATIONALE.
COORDONNATEUR
TECHNIQUE
Pierre Tourangeau

COLLABORATEURS
Maryse Turcotte Pierre Duhamel
Michel Desmarais Viateur Boutot
Pierre Paquette Andrée Côté
Diane Bélanger André Lemire
Alexandra Hobden
Impression
Payette et Simms Inc.
Composition et montage
SST Typesetting.

Mise Au Point

Depuis près de 5 ans un groupe de femmes se bat sur la question de l'avortement et de la contraception. Pendant 3 ans, dans le cadre du Centre des Femmes, nous avons permis à plus de 4,000 femmes d'obtenir des avortements thérapeutiques mais pour la plupart clandestins. Conscientes qu'il fallait dépasser un simple service qui palliait à la bêtise hypocrite et à l'incurie du gouvernement en cette matière, nous avons mis sur pied, le Comité de Lutte pour l'Avortement et la Contraception Libres et Gratuits.

Ce comité fait un travail large sur la contraception et l'avortement pour dénoncer les intérêts économiques et politiques qui se cachent derrière l'interdiction d'avorter, pour organiser la lutte contre ceux qui nous refusent ce droit et pour développer des instruments qui nous permettent concrètement de contrôler nos maternités [service de référence, contraception-avortement].

Venons-en aux faits:

Dans le numéro 12 du Volume 58, la page couverture et les pages centrales du journal sont consacrées à l'avortement et nous en sommes fort heureuses.

Nous avons toutefois été vivement étonnées de l'opportunisme politique et du manque de décence élémentaire qui vous a poussés à utiliser le sigle du comité sur la page couverture ainsi que l'argumentation du dossier spécial sur l'avortement et la contraception que nous avons publié le 8 mars dernier, et cela sans mentionner à aucun moment le Comité de Lutte.

Nous trouvons malhonnête qu'on se réapproprie et qu'on copie littéralement le texte sans faire allusion au groupe qui a développé cet instrument d'analyse et d'information à partir de ses pratiques.

Nous n'avons rien contre les textes "copie-synthèse" et nous ne tenons ni aux guillemets ni aux droits d'auteur, nous sommes heureuses que d'autres groupes partagent l'analyse que nous faisons. Toutefois nous trouvons inacceptable qu'on se serve des fruits de notre travail sans qu'on ne puisse avoir un maximum de contrôle sur l'utilisation politique et organisationnelle qui en sera faite.

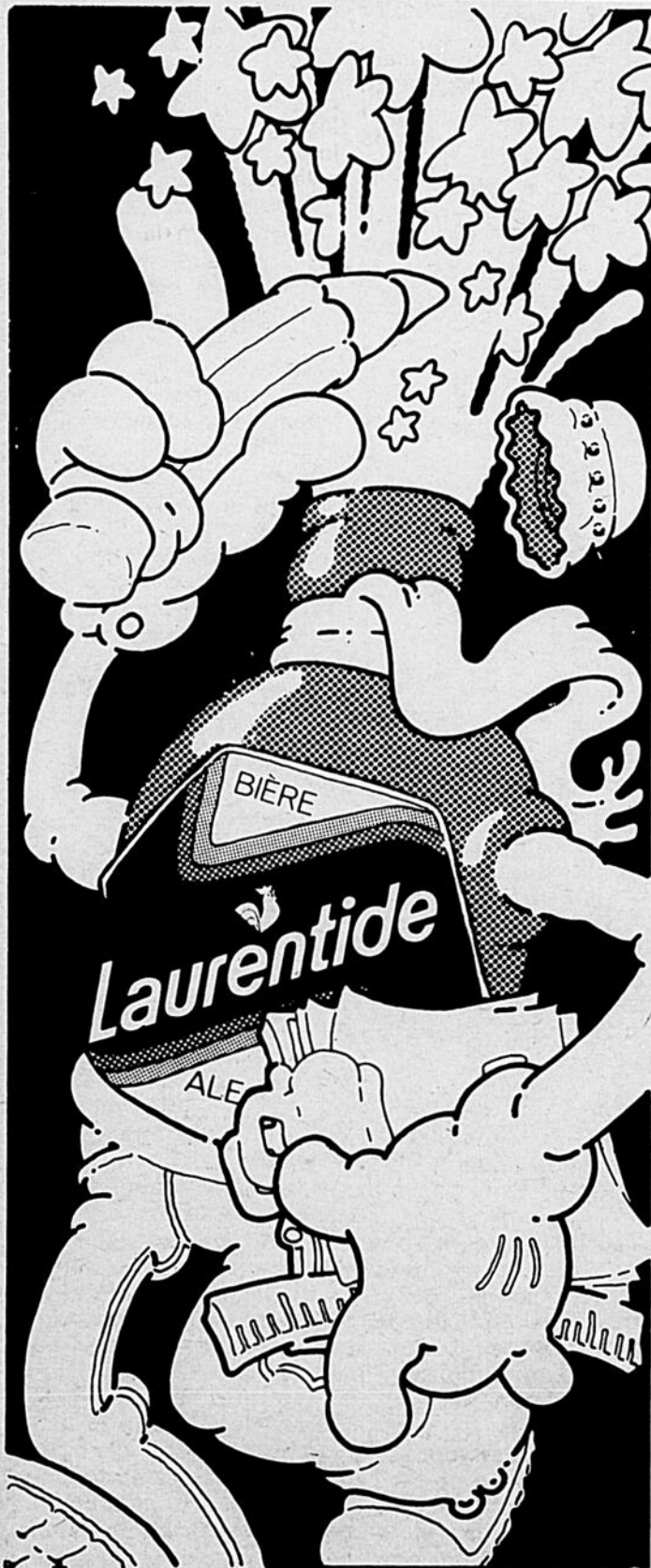
De plus, tout nous porte à croire, selon l'article en page 8 du même numéro, que le groupe de femmes vers lequel on dirige celles qui sont intéressées à travailler sur la question des femmes et de l'avortement n'est qu'un prolongement déguisé du comité 8 mars, bien connu comme étant l'instrument politique du Groupe Marxiste révolutionnaire [GMR] [groupe trotskiste] auprès des femmes.

Le Comité de Lutte pour l'Avortement et la Contraception Libres et Gratuits

NOTE: Toutes celles qui sont intéressées à avoir plus d'information sur le Comité de Lutte, qui veulent se procurer le dossier ou qui ont besoin de services de références pour un avortement peuvent le faire à 844-0587, au 4,800 rue Henri-Julien, Montréal.

N.D.L.R.

Tous ceux qui ont été impliqués dans la rédaction et la mise en page du Volume 58 no. 12 tiennent à prendre collectivement la responsabilité d'une grave erreur commise en ne mentionnant pas le Comité de Lutte Pour l'Avortement et la Contraception Libres et Gratuits, qui est à l'origine d'un dossier qui a largement inspiré notre article sur l'avortement dans ce numéro. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire de publier la lettre envoyée par le comité pour répondre à l'article. Nous tenons à dire que le lien établi entre l'article sur l'avortement et celui sur le Groupe de Femmes à l'UdeM est accidentel. Il n'a jamais été dans l'intention du Volume d'associer le Groupe de Femmes à l'UdeM à la pratique développée par le Comité de Lutte pour l'Avortement et la Contraception Libres et Gratuits par simple association, de façon malhonnête. En ce qui regarde les attaques qui ne concernent pas le Volume, nous considérons essentiel que le Comité de Femmes de l'UdeM y réponde, et ce dès le premier numéro de janvier.



des jeans qui font bien — même après le lavage.

C'est aussi...

partir quand ça nous tente, pour où on veut, en paix...
constater que c'est samedi en ouvrant les yeux...
se lever avec plein de projets pour la journée...
se baigner "nature" au moins une fois dans l'été...
un frigo plein quand on a une fringale...
être payé pour faire ce qu'on aime...
Le mieux-vivre commence
à la Banque Provinciale.

Venez nous voir.



banque provinciale
LA BANQUE DU MIEUX-VIVRE

QUE SE PASSE - T - IL AU LIBAN?

Depuis quelques temps, les média d'information nous répètent que chrétiens et musulmans s'affrontent régulièrement au Liban et plus particulièrement à Beyrouth, la capitale. La plupart du temps, le communiqué se limite à révéler la date et le lieu des accrochages, ainsi que le nombre de morts. Information amplement suffisante, semble-t-il: tous peuvent conclure qu'on assiste encore à une guerre de religions. "Ils sont donc arriérés ces Libanais. Une guerre de religions en plein XXIème siècle!"

Les arriérés sont peut-être ceux qui se laissent aussi facilement prendre par la propagande de la presse, qui cherche systématiquement à rebaptiser [et donc à ridiculiser] tout ce qui s'appelle lutte de libération ou lutte de classe. [Après tout, selon notre cher ministre de l'éducation, ceci relève d'un "vocabulaire et d'une idéologie aujourd'hui dépassés".] On se rappellera à ce sujet le cas de l'Irlande du Nord, où cette fois "catholiques et protestants" étaient confrontés. [Voir à ce sujet Volume 57.]

Un peu d'histoire

En fait tout ceci a commencé le 13 avril dernier alors qu'un groupe de Phalangistes a attaqué un autobus contenant hommes, femmes et enfants Palestiniens, faisant 27 morts et 19 blessés graves. Première constatation: on s'attaquait aux Palestiniens, et non aux musulmans en général.

Ce n'était pas là la première attaque des Phalangistes à l'égard des Palestiniens, mais ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase: les Palestiniens [par la voix de l'O.L.P.] déclarèrent que cette fois c'en était trop, et qu'ils ne toléreraient plus de tels incidents. Ils firent aussi appel aux Libanais progressistes pour les soutenir dans ce conflit. Plusieurs organisations, dont le Parti Socialiste et le Front Démocratique, réitérèrent alors leur appui aux Palestiniens. Voyant qu'ils avaient affaire à trop forte partie, les Phalangistes acceptèrent un cessez-le-feu réclamé par les Palestiniens, qui voulaient et veulent toujours concentrer toutes leurs énergies à leur combat pour qu'on leur restitue leurs droits nationaux. Depuis ce temps, on va de cessez-le-feu en violation de

cessez-le-feu, et tout ça semble devoir s'éterniser. Nous allons tenter de jeter un peu de lumière sur cette situation qui semble très confuse, et qui effectivement est très complexe.

Les Palestiniens et le Liban

Lors de la création d'Israël en 1948, environ 750,000 Palestiniens furent chassés de leur patrie et forcés de se réfugier dans les états arabes avoisinants. L'agression

étaient Israël et l'impérialisme anglo-américain qui avait permis la création et la consolidation d'Israël. On peut donc dire que la présence des Palestiniens a provoqué chez plusieurs Libanais une prise de conscience de la véritable situation de leur pays. Mais quelle est cette situation?

Il faut tout d'abord rappeler que le Liban est un pays où on ne retrouve pas moins de 17 groupes religieux: 11

changer la constitution en leur faveur

3—Les nationalistes chrétiens qui veulent conserver et même étendre les privilèges que leur donne l'actuelle constitution.

Les tenants de la première tendance se recrutent surtout en milieu musulman, et ce sont eux qui appuient les Palestiniens dans leur lutte de libération. Il y a bien sûr des chrétiens qui sont partisans de cette option [le



sioniste de 1967 provoqua l'exode de 410,000 nouveaux réfugiés Palestiniens sans compter ceux qui, déjà délogés de leur terre en 1948, se voyaient obligés de fuir une seconde fois. Le Liban accueillit une partie de ces deux vagues de réfugiés: on compte environ 300,000 Palestiniens aujourd'hui au Liban. La plupart d'entre eux vivent dans des camps tant parce qu'ils sont résolus de retourner un jour dans leur patrie que parce que le Liban [comme les autres pays arabes de la région] ne peut leur offrir beaucoup mieux.

D'ailleurs ils ne sont plus seuls dans leurs camps. Des Libanais les y ont rejoints, qui ont vu leurs maisons détruites par les "représailles" israéliennes. On comprend qu'au début il y eut beaucoup d'incompréhension à l'égard des Palestiniens, mais avec le temps les gens comprirent que les véritables responsables de cette pénible situation

chrétiens [dont le plus important est l'église maronite], 5 musulmans et une petite communauté juive. Lors du dernier recensement officiel [en 1932] les chrétiens étaient faiblement majoritaires, et c'est sur cette base que reposent les institutions actuelles: par exemple, la constitution prévoit que le président de la république doit être un chrétien maronite tandis que le premier ministre sera nécessairement musulman.

Mais tout cela a bien changé: on estime aujourd'hui que les musulmans constituent plus de 60% de la population du Liban [ceci sans faire compter les réfugiés palestiniens]. Dans ces conditions, il est normal de voir se dessiner trois tendances:

1—Les éléments progressistes qui veulent enlever à la constitution son caractère religieux dépassé
2—Les nationalistes musulmans, qui veulent voir

secrétaire général des évêques maronites—qui a été la cible d'un attentat phalangiste—par exemple]. Mais ils sont encore trop peu nombreux, en partie parce qu'ils hésitent encore à se dissocier de la bourgeoisie libanaise [à majorité chrétienne]. Mais il est à prévoir qu'ils découvriront bientôt où est leur véritable intérêt: aux côtés du prolétariat musulman.

Les Frères musulmans sont quand à eux partisans de la deuxième tendance. Mais ils sont interdits au Liban.

Le parti phalangiste

Le parti phalangiste est le principal représentant de la troisième tendance. Curieux parti qui est assorti de tout un appareil para-militaire que tolère ouvertement le gouvernement. Ce parti, composé à 95% de maronites, prône la création d'un état confessionnel [maronite évidemment] au Liban et la séparation des chrétiens des

musulmans: ceci nous rappelle étrangement l'idéologie sioniste d'Israël, idéologie déclarée récemment raciste par l'O.N.U. D'ailleurs, au cours de contacts entre sionistes et phalangistes, on est arrivé à la conclusion que juifs et maronites devaient joindre leurs efforts en vue de créer, côté à côté, un état juif et un état maronite.

Mais ne nous leurrions pas: le but d'Israël n'est pas de favoriser l'établissement d'un état maronite, mais bien de laisser à d'autres le soin de harceler la résistance palestinienne. En effet quelques jours à peine avant le massacre du 13 avril dernier, le premier ministre d'Israël M. Rabin a déclaré publiquement qu'il était plus efficace de provoquer des conflits sectaires au Liban pour frapper la résistance palestinienne et les forces nationalistes qui la supporte.

Quand on sait que les dirigeants du parti phalangiste se recrutent chez les directeurs de banque et les administrateurs de multinationales installées au Liban, et quand on se rappelle qu'on a intercepté des armes destinées aux phalangistes qui provenaient d'Israël, on commence à avoir une meilleure vue de la situation. Comment expliquer qu'un parti qui ne fait visiblement pas le poids se risque dans un tel affrontement, sinon par les pressions et les appuis des U.S.A. et d'Israël? Donc, deuxième constatation: le parti phalangiste sert les intérêts de la bourgeoisie libanaise, de l'impérialisme américain et du racisme sioniste.

Le gouvernement libanais

Face à cette situation, le gouvernement libanais se contente de répéter d'inutiles appels au calme. En effet bien que ses intérêts soient du côté de la bourgeoisie et du statu quo, il sait très bien qu'une importante partie de la population [et de l'armée] soutient les Palestiniens et que la situation pourrait dégénérer en guerre civile. Mais avec un président qui appuie presque ouvertement les phalangistes et un premier ministre qui louvoie continuellement, il n'y a rien à espérer du gouvernement.

Il ne semble donc pas que la situation du Liban puisse s'améliorer dans le futur immédiat. Mais d'ici un an, la gauche libanaise sera probablement assez forte pour s'imposer aux élections générales. Nous en reparlerons.